

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > Santé (pays, UE) > Epidémies, pandémies (santé, pays, UE) > **Pandémie Covid-19 – Italie : « Nous ne sommes pas de la chair à patron »**

## **Pandémie Covid-19 – Italie : « Nous ne sommes pas de la chair à patron »**

lundi 16 mars 2020, par [ZECCA Antonello](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2020).

**Antonello Zecca est membre de Sinistra Anticapitalista, organisation sœur de la Gauche anticapitaliste en Italie.**

Nous ne sommes pas de la chair à patron ! C'est avec ce hashtag que les travailleurs/euses de nombreuses usines du nord au sud du pays ont accepté les mesures restrictives prises par le gouvernement italien de Giuseppe Conte pour stopper la propagation de l'épidémie de Covid-19, qui compte aujourd'hui près de 13000 personnes infectées dans le pays.

Plusieurs entreprises sont fermées grâce à la force des travailleurs/euses qui se sont mis en grève contre la décision du gouvernement de ne pas inclure les activités de production non immédiatement nécessaires dans les mesures de lutte contre l'infection (les secteurs alimentaire et pharmaceutique sont plutôt des activités nécessaires, pour ainsi dire) : Electrolux à Susegana, Pasotti à Brescia, GKN de Campi Bisenzio, Piaggio de Pontedera, Avio a Pomigliano d'Arco et Fincantieri à Palerme. Il y a eu également des pressions et protestations contre Dalmine et Same à Bergame.

En effet, selon les patrons, la production de voitures, de machines à laver et ... d'armes (!) peut se dérouler tranquillement. Des millions de travailleurs/euses doivent donc se rendre sur leur lieu de travail dans les transports en commun surpeuplés et évidemment sans pouvoir respecter la distance sociale prescrite également par les autorités sanitaire selon les besoins pour contenir l'infection. Sans oublier que les usines et les bureaux ne sont souvent pas équipés pour garantir des conditions de sécurité minimales à ceux qui travaillent.

Ce ne sont pas les appels plus ou moins sincères, ni la « bonne volonté » des industriels qui ont poussé le gouvernement Conte à convoquer d'urgence une conférence téléphonique entre les représentants de Confindustria [1] et les représentants syndicaux pour discuter de la « sécurité » du lieu de travail. Ce n'était pas non plus l'action des syndicats confédéraux qui, jusqu'alors, s'était limitée à transmettre des « recommandations » aux patrons et au gouvernement pour assainir les lieux de travail et distribuer du matériel pour la sécurité des travailleurs/euses. Ce sont les grèves spontanées, c'est la lutte, c'est l'organisation ouvrière qui a contraint le Premier ministre à organiser cette rencontre.

Aujourd'hui seulement, Maurizio Landini, secrétaire général de la CGIL [2], le plus grand syndicat italien, est allé jusqu'à dire que la santé de ceux qui travaillent passe avant les bénéfices (un slogan résolument radical, sans aucun doute à ce sujet, et décidément inhabituel pour le numéro un de la CGIL). Ce sont les actions spontanées de lutte qui ont permis qu'il puisse mettre sur la table le débat concernant la santé des travailleurs/euses.

Alors que nous écrivions au président Conte à la fin de la conférence, il a déclaré que les conditions de sécurité des travailleurs/euses seront garanties avec la distribution de « kits de sécurité

gratuits ». Le protocole a été signé mais il est regrettable que la demande de désinfection et la demande de masques et de gels désinfectants ne soient plus suffisantes et arrivent en dehors des délais nécessaires. Surtout dans les zones les plus touchées par l'infection, Lombardie, Émilie-Romagne, Vénétie, les activités de production qui ne sont pas immédiatement nécessaires doivent être temporairement fermées ! Cependant, même ces petites victoires sont le résultat de la lutte des travailleurs/euses.

Dans tous les cas, la principale demande des travailleurs/euses d'arrêter les productions inutiles est tombée dans l'oreille d'un sourd. Les syndicats confédéraux, dont la FIOM-CGIL (fédération des métallurgistes), ont fondamentalement accepté le système gouvernement-employeur, déclarant qu'ils travailleront dans les entreprises qui sont aux normes ; et dans celles qui ne le sont pas, les grèves continueront. En bref, les bureaucraties syndicales ne parviennent même pas à mettre en place un minimum de conflit sain... En acceptant un protocole vérifiable dans toutes les grandes entreprises syndiquées (et ce n'est même pas certain), qu'advient-il de toutes les petites entreprises non organisées ou peu syndiquées (qui sont la grande majorité dans un pays comme l'Italie) et de celles sous contrat ?

Le gouvernement a donc montré qu'il ne se soucie pas de la santé de ceux qui travaillent et soutiennent l'ensemble de l'économie du pays. Il a plus à cœur le portefeuille de Confindustria que le bien-être de millions de travailleurs/euses. De plus, dans une situation dramatique où le taux de mortalité en Italie est le plus élevé juste derrière la Chine, avec un cinquième des décès mondiaux et avec une propagation qui a touché les zones les plus industrialisées du pays. Notons également le nombre encore inconnu de personnes porteuses sans symptômes qui peuvent propager le virus. Cette obstination de ne pas vouloir fermer les entreprises est criminelle.

Les industriels ont fait savoir qu'ils n'avaient pas l'intention d'arrêter une production inutile car ils perdraient ainsi à la fois des parts de marché par rapport aux concurrents européens et leur position dans les chaînes de valeur mondiale qui ne seraient plus récupérables. Tout cela se produit malgré le fait d'une contagion de masse.

**Antonello Zecca**

---

**P.-S.**

- Gauche anticapitaliste. 16/03/2020 :  
<https://www.gaucheanticapitaliste.org/italie-nous-ne-sommes-pas-de-la-chair-a-patron>
- Texte traduit de l'italien par Christiane Maigne.

Aussi :  
<https://npa2009.org/actualite/international/italie-les-activites-de-production-qui-ne-sont-pas-immédiatement-nécessaires>

---

**Notes**

[1] La Confédération générale de l'industrie italienne

[2] La Confédération générale italienne du travail est un syndicat italien créé en 1944